



**« ETAT D'URGENCE OU PAS : ON NE NOUS EMPECHERA PAS DE MANIFESTER !
ON NE NOUS EMPECHERA PAS DE REVENDIQUER ! RETRAIT DE LA L.S.G. ! »**

Samedi 16 janvier, en plein état d'urgence, près de 200 000 manifestants dans toute la France sont à nouveau descendus dans la rue, pour exiger le retrait de la proposition de loi « sécurité globale » (L.S.G.) et tous les textes liberticides qui l'accompagnent, à commencer par le projet de loi dit « confortant les principes républicains ».

A Paris, bien qu'encadré par un dispositif policier hors-norme visant à intimider les manifestants, des milliers de salarié.es et de jeunes, calmes et déterminé.es, sont parvenu.es à battre le pavé jusqu'au point d'arrivée (place de la Bastille), ce qui n'avait pas pu être le cas, samedi 5 décembre dernier. Pour autant, de nouvelles violences ont été organisées par le ministère de l'Intérieur, ce partout en France (Lyon, Toulouse, Montpellier, Limoges...), ce que nous condamnons.

A Paris, l'accès au cortège a été interdit à plusieurs véhicules sonorisés de collectifs et associations. Certains véhicules ont été victimes de charges policières, d'autres ont été saisis. 10 conducteurs ont été emmenés au commissariat au motif « d'agressions sonores ». Tout ceci est proprement inacceptable et préfigure ce que serait une société sous « sécurité globale ».

En ce sens, les unions régionales d'Île-de-France (URIF) CGT FO FSU Solidaires, avec l'UNEF et l'UNL, appellent à poursuivre le combat contre la répression, pour la défense des libertés, et préparent la mobilisation du 30 janvier ainsi que l'ensemble des initiatives en défense des militant.es menacé.es de poursuites.

Les milliers de manifestant.es qui descendent dans les rues depuis plusieurs semaines pour exiger le retrait des textes et décrets liberticides font écho aux milliers de salarié.es qui résistent aux plans réactionnaires du gouvernement Castex-Macron, dans un certain nombre de secteurs professionnels.

En ce sens, les URIF soutiennent toutes les mobilisations qui se développent à l'heure actuelle contre les licenciements, contre la dérive sécuritaire et les attaques contre les services publics comme :

- Celles des salarié.es de la raffinerie de Grandpuits (Seine-et-Marne) avec leurs organisations syndicales, en grève pour exiger l'arrêt des 700 suppressions de postes, conséquences du projet au nom de l'écologie du groupe Total qui vise ni plus ni moins à fermer l'unique raffinerie d'Île-de-France.
- Celles des salarié.es de l'énergie avec leurs organisations, appelé.es à faire grève pour stopper le projet Hercule de démantèlement/privatisation d'EDF. Il en est de même des mobilisations des salarié.es du spectacle qui manifestent pour la réouverture des lieux de culture, de ceux et celles de SANOFI contre la poursuite des licenciements alors que cette entreprise touche chaque année au moins 100 millions d'euros au titre du « Crédit-Impôt-Recherche ».

Le 26 janvier, les personnel.les de l'Éducation nationale sont appelés à faire grève et à manifester pour dénoncer l'imposture du Grenelle du ministre Blanquer, les suppressions de postes et exiger des moyens à la hauteur des besoins pour des élèves qui plus est victimes des mesures gouvernementales, pour une nécessaire revalorisation des personnel.les et pour une amélioration des conditions de travail. Sans oublier les centaines de milliers d'étudiants qui étouffent du fait de la fermeture des universités décidée et prolongée par le ministère de l'enseignement supérieur, ce qui provoque des mobilisations pour exiger le retour des cours en présentiel.

Dans cette situation, les URIF se réuniront à nouveau jeudi 28 janvier prochain pour faire le point sur la situation et discuter des suites.

ON NE LÂCHE RIEN !

Mardi 19 janvier 2021